

Ecrit par le 23 juillet 2024

Avignon installe de nouveaux panneaux photovoltaïques sur ses toits



La ville d'[Avignon](#) vient de signer plusieurs conventions avec la [Coopérative citoyenne d'énergies renouvelables Encicipa](#) pour installer des panneaux photovoltaïques sur les toits de certains bâtiments municipaux. Plusieurs établissements possédaient déjà des installations similaires depuis 2014 tels que l'école Saint-Jean, la piscine Stuart Mill, le Gymnase Génicoud et le stade nautique.

Cette fois-ci, 4 bâtiments sont concernés : l'école maternelle Arrousaire, l'école élémentaire de la Trillade, le Gymnase Barbière et la brasserie de la Plaine des Sports. Ainsi, les conventions signées par la ville et par Encicipa conviennent de la mise à disposition des toitures pendant 20 ans après l'installation des panneaux, avec une possibilité d'extension de 5 ans si les deux parties donnent leur accord. Une redevance de 26 000€ a également été mise en place pour toute la durée des conventions, sous la forme de 52 jours d'actions pédagogiques à destination des scolaires et usagers des bâtiments bénéficiant de

Ecrit par le 23 juillet 2024

ces installations.

Ces installations photovoltaïques s'inscrivent dans une volonté de la ville d'Avignon d'agir en faveur du développement durable et d'accélérer le déploiement des énergies renouvelables sur son territoire.

V.A.

RSE et développement durable : GSE parmi les 1% d'entreprises les plus performantes



En obtenant 79 sur 100 pour sa stratégie RSE (Responsabilité sociétale des entreprises) et développement durable l'avignonnais [GSE](#) figure parmi le 1% des entreprises les plus performantes en la matière. Evalué par l'organisme de notation international indépendant [Eco Vadis](#) créé en 2007 à Paris, ce résultat permet au contractant général vaclusien d'obtenir la médaille platine, soit le plus haut niveau de notation décerné par EcoVadis.

Ecrit par le 23 juillet 2024

Dans le détail, GSE, qui est évalué ainsi depuis 2016, a obtenu la note de 80/100 sur les volets environnementaux, éthiques, sociaux et de respect des droits de l'homme, et une note de 70/100 pour les achats responsables.

« GSE doit assumer un rôle de pilote dans l'amélioration des standards de notre secteur pour le développement durable, explique [Roland Paul](#), président de GSE et président du Comité RSE. L'ensemble du Groupe est prêt à relever les grands défis du développement durable, et faire de GSE une entreprise toujours plus engagée et responsable. »



Évaluée par EcoVadis depuis 2016, l'entreprise avignonnaise GSE a obtenu la médaille platine 2022 pour son engagement en matière de stratégie RSE et développement durable.

Une entreprise engagée

En plus de cette évaluation, GSE s'est soumise à l'évaluation de ses pairs, au travers du [Global Compact France](#), branche hexagonale du réseau [Global Compact](#). Cette initiative des Nations Unies regroupe plus de 13 000 participants dans 170 pays, réunis autour de l'engagement volontaire en matière de développement durable, dans le strict respect des 17 objectifs de développement durable adoptés en 2015 par l'ONU, autour du respect des droits de l'homme, des normes internationales du travail, de la préservation de l'environnement et de la lutte contre la corruption, afin de construire un monde plus durable et inclusif d'ici 2030. GSE a adhéré au programme dès 2003, en devenant un des membres fondateurs et a siégé 17 ans à son conseil d'administration.

Dans le cadre de sa politique RSE, GSE a ainsi établi une feuille de route de développement durable récapitulant les objectifs à atteindre d'ici 2025. GSE s'est donc lancée dans la certification environnementale et l'éco-responsabilité de ses projets immobiliers, pratique l'inclusion, le recyclage des déchets et le bien-être dans ses bureaux comme sur les chantiers, a réduit ses émissions de CO2 liées aux déplacements de 10% depuis 2016, diminué de moitié sa consommation de papier et a formé 660

Ecrit par le 23 juillet 2024

collaborateurs à l'anti-corruption. 75% des objectifs de la stratégie ont déjà été remplis.

Par ailleurs, GSE a créé en 2018 '[GSE Foundation](#)' qui a pour objectif de développer et soutenir des actions « d'intérêt général à caractère humanitaire, éducatif, culturel et social à travers le monde ». Le fonds de dotation est dirigé par un conseil d'administration composé de 7 salariés de GSE et de [Michel Gambassi](#), ancien collaborateur et président de GSE Foundation. Le premier projet à voir le jour a été la construction d'un internat à Katmandou, au Népal, ou encore une ferme-école à Mananjary, à Madagascar.

Des collaborateurs heureux

Fondé 1976 par deux frères architectes Jean-Pierre et Michel Hugues, GSE est spécialisé dans la conception de projets clés en main. L'entreprise, passée début 2019 sous le pavillon du groupe de construction allemand Goldbeck leader sur le marché européen de la construction clef en main (CA de plus de 4 milliards d'euros, 7 800 personnes, 70 sites), assure ainsi la prise en charge complète de projets de construction (recherche et qualification foncière, études techniques, montage d'opération, travaux, service après-vente) dans les secteurs industriels, logistiques, tertiaires, commerciaux et de loisirs,

Parmi les derniers chantiers en date notamment, un centre logistique de 18 900 m² réalisé pour le compte de [GLP](#) à Pinto, au sud de Madrid, en Espagne. Cette plate-forme logistique, baptisée 'G-Park Pinto' comptera 1 200 m² de bureaux et plusieurs parkings capables d'accueillir 239 voitures, 9 camions et plus de 60 vélos. L'ensemble, qui doit être livré en septembre 2022, sera certifié [BREEAM Very Good](#). Il sera également équipé du système BMS (Battery management system), avec suivi de la consommation sur place ou à distance, ainsi que d'un éclairage LED qui fonctionnera avec des détecteurs de présence et d'intensité.

En 2020, GSE a réalisé un chiffre d'affaires de 665M€. Le groupe compte environ 460 collaborateurs répartis dans six pays en Europe, et en Chine, dont 14 implantations en France.

L'entreprise vauclusienne s'est aussi dotée d'un nouveau siège situé dans la zone de l'aéroport à Avignon. [Inaugurée en octobre dernier](#), cette vitrine du savoir-faire de la société intègre des espaces de travail (accueil des clients, salles de réunions et de co-working, open spaces et lieux privés pour s'isoler, laboratoire de recherche) et des espaces de détente (tennis, terrain de volley, de pétanque, salle de sieste, de fitness avec coach, vestiaires, douches, foyer, bar, restaurant avec un chef qui propose des plats bio). De quoi expliquer que 93% des collaborateurs de GSE affirment prendre du plaisir au travail.

Découvrez le pôle dédié à l'innovation au sein de GSE situé dans son nouveau siège d'Avignon inauguré en octobre dernier dans la zone de l'aéroport.

Ecrit par le 23 juillet 2024

Un atelier 'Fresque du climat' pour les acteurs du BTP



ECO-Lab' environnement organise un nouvel atelier 'Fresque du Climat' le jeudi 31 mars. Dédié au secteur du BTP, cet afterwork sera de nouveau centré sur les enjeux du changement climatique.

Alors qu'[ECO-Lab' environnement](#) avait organisé une [session 'Fresque du climat' pour le secteur de l'agroalimentaire](#) en février dernier, l'association en prépare un nouveau adapté aux professionnels du BTP. Toujours en collaboration avec le [Grand Avignon](#) dans le cadre du plan de décarbonation de l'industrie, cette ['Fresque du climat'](#) se tiendra au Living lab 'Le 9' à [Agroparc](#) le jeudi 31 mars.

L'objectif de cet afterwork est d'accompagner les acteurs du BTP afin de mieux répondre aux objectifs de développement durable dans leurs entreprises. Ceux qui souhaitent réduire leur empreinte écologique et mieux comprendre les effets engendrés par leurs émissions de CO2 sont invités à participer à l'atelier dont [l'inscription se fait en ligne](#).

Ecrit par le 23 juillet 2024

Pour plus d'informations, contactez Natacha Sire au 06 23 60 14 08 ou par mail à l'adresse contact@eco-lab.fr

Jeudi 31 mars. De 16h15 à 19h30. Living lab 'Le 9'. 120 Rue Jean Dausset. Avignon.

V.A.

Caumont-sur-Durance, Bleu Vert, le capitalisme peut-il être sympa ?

Bleu vert, spécialiste de cosmétiques naturels et biologiques se transforme en entreprise à mission. La PME installée à Caumont-sur-Durance vit aussi une passation importante puisque son fondateur Jürgen Debald, président directeur-général devrait passer, d'ici deux ans, le relais à son fils Maxime, directeur. Une transition en douceur pour un enjeu de taille : 48 salariés et 14M€ de chiffre d'affaires.

«Est-ce que le capitalisme peut-être sympa ?» C'est sur ces mots que [Jürgen Debald](#) a entamé son discours dans le beau jardin de Bleu Vert, l'entreprise de cosmétiques bio qu'il a créé il y a 23 ans, au départ, «Juste pour créer mon propre emploi et travailler dans un environnement bienveillant et convivial.» Ce soir-là, il s'agissait aussi d'annoncer la future relève à la tête de l'entreprise de son fils Maxime. Mais tout de suite la réponse ? Jürgen Debald dit que Oui, le capitalisme peut-être sympa !

'Oui au capitalisme entrepreneur non au capitalisme financier'

Jürgen Debald aime la transparence et le partage alors il pose tout de suite les fondations de l'ouvrage : plus de 20 ans de bénéfices réinvestis dans l'entreprise dont, depuis 12 ans, une partie est partagée avec les salariés sous forme d'intéressement. Il annonce la couleur : «Si l'entreprise est privée l'intérêt reste général. Alors chez Bleu vert «On cultive l'échange, on partage les gains parce que le dirigeant est proche de ses salariés et que vues et intérêts convergent.»

Un contre-exemple ? Danone !

Un exemple récent ? «Danone était la première entreprise à mission en même temps cotée en bourse. Mais en mars dernier, les actionnaires ont évincé Emmanuel Fabre, le PDG charismatique qui était à l'origine du statut 'entreprise à mission' de Danone. Les actionnaires trouvaient que les engagements sociétaux pris par la firme - pourtant modestes - nuisaient à l'évolution de son cours en bourse. Ils ont

Ecrit par le 23 juillet 2024

‘corrigé cette erreur’ en ‘remerciant’ son PDG, » relate, outré, le chef d’entreprise.

‘Tracer son sillon, partager ses valeurs’

«Pour que ces valeurs nourrissent la sphère du capitaliste des financiers, il faudra, peut-être, un peu plus de pression pour convaincre ses décideurs. Ces pressions pourraient émaner des clients, des consommateurs, des compétiteurs, d’actionnaires minoritaires ou enfin du législateur. C’est au législateur, c’est à dire à l’Etat d’imposer un certain nombre de normes environnementales et sociales. Cela va de l’augmentation drastique du coût des émissions carbone, à, par exemple, un plafonnement raisonnable des écarts de salaire, ou alors une imposition participative des plus hauts revenus et des plus grandes fortunes au bien commun,» instille Jürgen Debald.

Siège social de Bleu Vert à Caumont-sur-Durance

Tordre le cou au ‘greenwashing’

«En devenant une ‘entreprise à mission’, nous décidons de formuler des engagements précis. Avec cela, nous nous différencions clairement de la tendance du [greenwashing](#) qui prévoit d’améliorer l’image plutôt que la réalité, dénonce le chef d’entreprise. C’est la raison pour laquelle nous donnons des indications claires et vérifiables de nos engagements et de nos réalisations déjà atteints. Également avec ces engagements nous indiquons que le changement générationnel, n’entraînera pas de modification génétique de l’ADN de Bleu Vert.»

La première entreprise à mission de Vaucluse ?

«À ce jour il y a environ 200 ‘entreprises à mission’ en France, quelques très grandes entreprises (Danone...) et beaucoup de PME (Petites et moyennes entreprises). Si notre compte est juste, Bleu Vert est la première entreprise à mission du Vaucluse.»

Dans le détail, les 8 engagements pris

«Nous avons défini des objectifs exigeants, ambitieux et précis. Cela commence par proposer exclusivement des produits cosmétiques et des éco-produits certifiés selon un des cahiers de charges de la cosmétique biologique ; privilégier systématiquement des emballage éco-conçus à partir de matières premières recyclés ou renouvelables, réutilisable, moins émettrices de GES (Gaz à effet de serre) moins ou non-polluante.»

Au niveau social

«Notre point de vue ? Il est juste de partager de façon notable les bénéfices de l’entreprise avec les salariés à travers un accord d’intéressement pluriannuel car les bénéfices de l’entreprise résultent du travail de l’ensemble de ses salariés. Nous grandissons tous ensemble en pratiquant la transparence, en cultivant l’échange, en partageant les gains, en cherchant les rémunérations justes et, enfin, en

Ecrit par le 23 juillet 2024

priviliégiant des hiérarchies plates,» a insisté Jünger Debald.

Pour l'environnement

« Limiter les émissions GES du siège de l'entreprise autant que possible ; La généralisation des technologies 'mieux-disant' comme le chauffage et la climatisation des bâtiments par une pompe à chaleur eau/eau, une isolation des bâtiments avec des isolants agro-sourcés et aussi une phyto-épuration des eaux usées de l'entreprise contribuent à diminuer l'impact environnemental en général et les émissions des gaz à effets de serre en particulier. »

« Compenser les émissions de GES inévitables à travers une 'Contribution volontaire climat' par le financement de projets d'ONG comme la reforestation et l'agroforesterie dans des zones équatoriales. »

« Rendre et maintenir le siège de l'entreprise 'énergie-positif'. Déjà actuellement le bâtiment bioclimatique du siège de l'entreprise produit plus d'électricité qu'il n'en consomme (grâce à une toiture recouverte de panneaux photovoltaïques sur sa partie sud). Consommer exclusivement de l'électricité issue de ressources renouvelables. »

Un référent de mission

« L'entreprise nommera parmi ses salariés volontaires un « référent de mission », qui est chargé de suivre l'exécution de ses missions et d'établir un rapport annuel de vérification objective et transparente. Il présentera à l'assemblée générale chargée de l'approbation des comptes de la société un rapport joint au rapport de gestion. »

L'acte d'achat des consom'acteurs

« Cela fait 23 ans que nous commercialisons des produits biologiques, principalement auprès de plus de 2 000 magasins bio, relate [Maxime Debald](#). L'adhésion de nos collaborateurs est essentielle parce qu'ils sont les principaux créateurs de nos produits, alors, très logiquement, nous travaillons dans un bâtiment éco-conçu, économe en énergie, avec des postes de travail ergonomiques, dans un environnement naturel et agréable où la faune et la flore locales sont respectées et préservées. »

Un espace intérieur de Bleu Vert

Recherche et innovation

« Nous sommes convaincus que la recherche de sens a une place importante dans l'acte d'achat de produits bio mais que le seul critère de la certification ne suffit pas, reprend Maxime Debald. C'est aussi et surtout le pouvoir de faire évoluer les modèles de production et de consommation et de revendiquer une société durable à laquelle nous aspirons tous. D'une certaine manière consommer, c'est voter ! »

Ecrit par le 23 juillet 2024

Demain ?

«Nous pensons à mettre en place la semaine de 4 jours payée 5, ainsi qu'à l'élargissement de notre surface photovoltaïque ou la création de bornes de recharge pour véhicules électriques en accès libre pour les salariés ...»

Ce qu'est une entreprise à mission

«Cette PME familiale, qui rayonne au-delà de notre département, très reconnue sur son secteur d'activité, est un beau succès Vauclusien a souligné [Christian Guyard](#), secrétaire-général de la préfecture de Vaucluse venu représenter le Préfet. Nous saluons votre réussite, sa transmission et son évolution en entreprise à mission. Le développement durable a fait son apparition à la fin des années 1987, via l'Onu (Organisation des Nations Unies) qui en a consacré le terme, concept qui, depuis, a su se faire une place dans les sphères économique, politique et sociale. Cependant les pouvoirs publics ont constaté que l'entreprise ne reconnaissait pas assez l'intérêt social, c'est la raison pour laquelle la Société à mission a été créée -par la loi Pacte en 2019.) Cette nouvelle raison d'être des entreprises prend en compte les impacts sociaux, sociétaux et environnementaux de leur activité, en plus de leur activité économique. Pour autant, l'entreprise à mission est une qualité et non pas un statut juridique. La finalité ? Concilier la recherche de la performance économique avec l'intérêt général. L'Etat salue votre engagement sur les 3 volets du développement durable. L'impact environnemental est pris en compte dans la qualité des produits et de leur emballage, dans la consommation énergétique de la production et, plus ambitieux encore, dans la compensation du CO2 par la reforestation et l'agroforesterie à laquelle vous participez. L'impact social est pris en compte par le partage d'une partie des bénéfices avec les salariés et la limitation de l'échelle des rémunérations. Enfin, l'impact économique n'est pas sacrifié l'entreprise poursuivant sa croissance tant en termes de chiffre d'affaires que d'emplois. L'engagement dans la société à mission est vérifiable et vérifié par un organisme indépendant. Le nombre d'entreprise à mission en France, depuis un an, a quadruplé passant à 250, un phénomène marginal mais qui tend à se développer.» [Christian Guyard](#) a ensuite félicité les deux dirigeants pour leur valeur éthique.»

Ecrit par le 23 juillet 2024



Jünger Debalda a procédé à la visite du site, dont ici, l'entrepôt

Ils participaient à la soirée

Plus de 250 personnes se sont pressés à la soirée à laquelle participaient l'ensemble des salariés ainsi que leurs conjoints et enfants ; les partenaires, fournisseurs, clients comme [Satoriz](#) et [Biocoop](#), le jardin d'insertion [Semailles](#) qui livre ses légumes bio à l'entreprise, le Théâtre de la Garance. C'est Assia, la fondatrice de [Yemma Yummy](#) et son équipe qui ont assuré le service traiteur mettant à l'honneur les cuisines du monde en proposant à des femmes et des hommes issus de quartiers prioritaires de développer et mettre en avant leur talent culinaire. Il y avait aussi les entreprises 'sœurs' proches de la vision des deux dirigeants ou du secteur d'activités comme Denis Lainé de Biovence (Lazzaretti) à Entraigues ; Luc Ronfard de Lou Bio à Manosque ; Seb et Nina de la Start up Lökki à Cavaillon entreprise devenue également à mission, Cathy Fermanian, de Vaucluse développement... Des élus de Caumont-sur-Durance ainsi que du Département étaient également présents.

[Bleu Vert](#), 1 chemin des Régentes à Caumont-sur-Durance. bonjour@bleu-vert.fr

Parlement régional de la jeunesse, quand les jeunes s'investissent pour l'intérêt général



A l'occasion de la clôture du mandat du Parlement régional de la jeunesse, [Renaud Muselier](#), Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur accueillait les jeunes parlementaires à l'Hôtel de Région, aux côtés de [Ludovic Perney](#), Conseiller régional délégué à la Jeunesse. L'occasion de présenter le bilan des actions menées avec l'ensemble des jeunes du Parlement Régional de la Jeunesse, ambassadeurs de la région.

La jeunesse, une priorité

Le Fonds régional pour la jeunesse adopté en 2019 permet de rendre visible l'ensemble des dispositifs

Ecrit par le 23 juillet 2024

régionaux en faveur de la jeunesse, qui représentent un budget de 765M€, soit 42% du budget de la Région Sud. La jeunesse reste une priorité de l'intervention publique de la collectivité régionale. Le Parlement régional de la jeunesse est une assemblée composée de jeunes lycéens, d'apprentis, ainsi que d'élèves et d'étudiants des formations sanitaires et sociales, âgés de 15 à 25 ans. Il s'agit d'une assemblée paritaire et respectueuse des équilibres démographiques régionaux qui met concrètement en œuvre le dialogue entre la collectivité régionale et les jeunes.

4 axes de travail

Le travail des jeunes parlementaires régionaux s'articule autour de quatre axes : l'élaboration de projets d'intérêt général ; la proposition d'actions thématiques, notamment sur les questions de développement durable ou sur le fonctionnement des institutions européennes ; l'organisation de projets issus des travaux des jeunes membres afin de représenter la Région et enfin la participation à des projets d'envergure régionale voire nationale.

Un budget de 50 000€

Pour l'année 2021, le Parlement régional de la jeunesse a été doté d'un budget d'autonomie d'un montant de 50 000€. Les jeunes parlementaires ont notamment promu des actions visant la promotion de l'égalité femme-homme et la lutte contre toutes formes de stéréotypes. Lors de cette mandature, les jeunes se sont également investis autour des enjeux sur le développement durable, la citoyenneté et les conditions de vie des jeunes sur notre territoire.

L.M.

Tourisme durable : 13 établissements vauclusiens décrochent le label 'Clef verte'

Treize établissements vauclusiens apparaissent dans le dernier palmarès de 'La Clef verte', premier label de tourisme durable au monde pour les hébergements touristiques et les restaurants. Six campings (à Apt, Gordes, Bédoin, l'Isle-sur-la-Sorgue et Lagnes), quatre hôtels (à Lagnes, Bédoin, Pertuis, l'Isle-sur-la-Sorgue) ainsi que trois villages et centres de vacances (à Vaison-la-Romaine, Buoux et Apt), figurent parmi les 714 lauréats de l'édition 2021.

Ce sont donc deux établissements de plus que dans la [précédente édition](#) qui comptait 11 établissements distingués. Chez nos voisins, le nombre d'établissements labellisés pour leur engagement en faveur d'une

Ecrit par le 23 juillet 2024

pratique éco-responsable s'élève à 24 pour les Alpes-Maritimes, 20 pour le Var, 19 pour les Bouches-du-Rhône, 6 pour les Hautes-Alpes, 6 pour les Alpes-de-Haute-Provence, 16 pour le Gard, 11 pour l'Ardèche et 3 pour la Drôme.

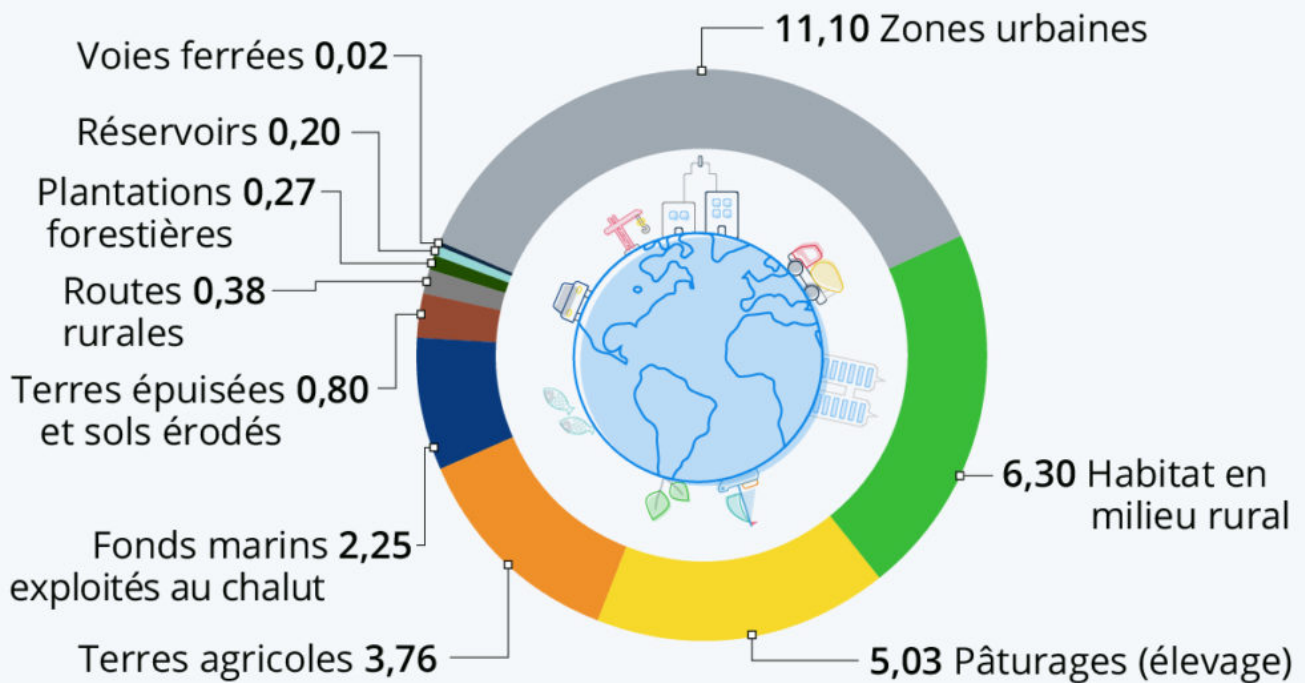
Plusieurs critères d'évaluation permettent d'apprécier l'engagement des établissements : mise en œuvre d'une politique environnementale et d'une démarche socialement responsable, gestion intelligente des déchets (réduction à la source, collecte et recyclage), maîtrise des consommations d'énergie et d'eau, achats responsables (en particulier pour l'alimentation et l'entretien) et sensibilisation active de la clientèle. Le processus de labellisation prévoit des audits réguliers et la collecte de preuve pour attester du sérieux de la démarche des établissements. Développé en France depuis 1998, le label 'Clef verte' est, par le nombre d'établissements labellisés et par son antériorité, le premier écolabel pour les établissements touristiques en France.

L'empreinte de l'humanité sur Terre

Ecrit par le 23 juillet 2024

L'empreinte de l'humanité sur Terre

Estimation de la masse des aménagements, constructions et activités humaines, en billions de tonnes



Source : The Anthropocene Review |
Scale and diversity of the physical technosphere: A geological perspective



statista

L'humanité n'a beau représenter que 0,01 % de la masse de tous les organismes vivants, aucune autre espèce n'exerce une influence aussi importante sur notre planète. Selon un article publié dans [The Anthropocene Review](#), la masse de la technosphère, c'est à dire l'ensemble des aménagements et des constructions d'origine humaine, s'élève à plus de 30 billions de tonnes (ou 30 000 milliards de tonnes). Ce sont les zones urbaines qui représentent la plus grande part des modifications physiques de

Écrit par le 23 juillet 2024

l'environnement : environ le tiers de la masse totale, soit un peu plus de 11 billions de tonnes. Les estimations calculées par les géologues tiennent également compte de l'ampleur des fonds marins chalutés, des terres épuisées et des sols érodés. Autant de signes de l'impact considérable des activités humaines sur la planète bleue.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)